

Table des matières

01	Un déclin évité « <i>Etude économique de la Suisse 2009</i> »	2
02	Une réussite empêchée « <i>Mobilité sociale intergénérationnelle</i> »	3
03	Un essor irrésistible « <i>Etude économique de la Chine 2010</i> »	4
04	Une augmentation promise « <i>Les performances inégales de l'aide au développement pour 2010</i> »	5
05	Une entrée réussie « <i>Etude économique du Chili 2010</i> »	6
06	Une reconversion innovative « <i>Science, technologie et industrie: Tableau de bord de l'OCDE 2009</i> »	7
07	Autres publications	8
08	Calendrier OCDE	8

01. Un déclin évité

«Etude économique de la Suisse 2009»

Dans son *étude économique*, l'OCDE reconnaît à la Suisse une forte résilience à la crise. Bien qu'elle se trouve en récession, la Suisse a été moins touchée par la crise que d'autres pays OCDE, surtout grâce à ses secteurs d'exportation peu dépendants de la conjoncture tels que les industries chimique et pharmaceutique. L'OCDE salue également l'intervention judicieuse du Conseil fédéral et de la Banque nationale pour renforcer le système financier suisse.

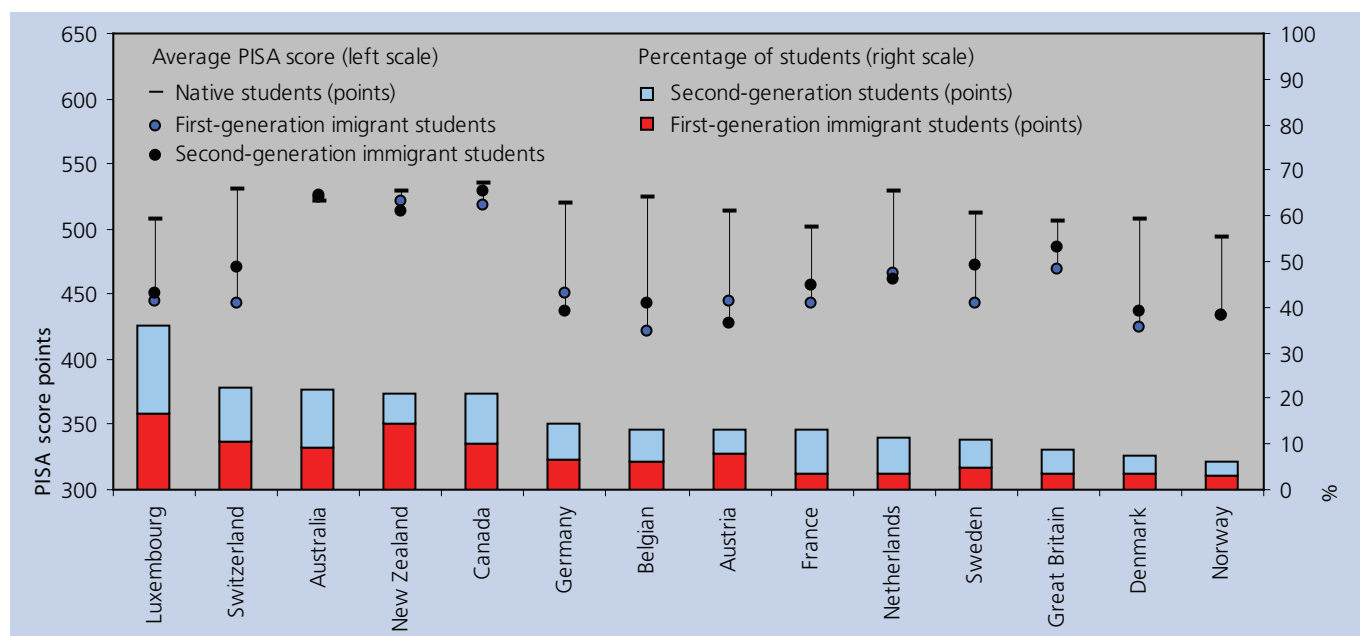
La crise aura néanmoins des conséquences. Le premier défi pour la politique se pose dans le secteur des services financiers. L'OCDE recommande de prendre des mesures afin de limiter les coûts en cas d'insolvabilité d'une grande banque. En réponse à ce défi, la Suisse a déjà décidé d'adapter la réglementation concernant les marchés financiers et les prestataires de services financiers et d'élaborer des standards macro-prudentiels. De plus, le Conseil fédéral se propose d'aborder la problématique *Too-big-to-fail*. Une seconde recommandation concerne les perspectives de croissance à long terme. Le niveau de vie en Suisse est encore l'un des plus élevés parmi les pays OCDE. Il sera néanmoins difficile de le maintenir sans augmenter la productivité de travail restée faible depuis assez longtemps. Le problème a été reconnu et une «politique de croissance 2008-2011» a été élaborée. Cette politique sera poursuivie et complétée au fur et à mesure.

L'étude consacre un chapitre spécial au système d'éducation suisse, dont l'OCDE atteste la haute qualité. Elle propose néanmoins quelques améliorations. Les différences de résultats scolaires entre élèves immigrés et autochtones sont trop élevées (voir graphique). C'est pourquoi l'OCDE approuve une scolarisation plus précoce prévue dans le concordat HarmoS ainsi qu'une plus grande offre de services à la petite enfance. L'analyse contient également des propositions sur la direction d'école, l'assurance qualité, le financement et les prêts étudiants.

La valeur ajoutée d'examen économiques réguliers réside dans l'échange des expériences avec d'autres pays et dans l'utilisation du savoir de l'OCDE. A cette occasion, les examinateurs abordent aussi des propositions qui ne font pas l'unanimité en Suisse. C'est le cas des recommandations sur le taux de capitaux propres, le ratio de levier ou la demande d'une scolarisation plus précoce et d'une expansion de la formation universitaire. Toutefois, la comparaison avec les pratiques d'autres pays et leurs succès ou échecs permet un processus d'apprentissage très utile, dont la Suisse pourrait profiter davantage.

> Table des matières

Home Advantages



02. Une réussite empêchée «Mobilité sociale intergénérationnelle»

Dans de nombreux pays de l'OCDE, le contexte socio-économique des parents a une influence marquée sur les résultats scolaires et le niveau de revenus de leurs enfants, surtout en France, au Royaume-Uni, en Italie et aux USA. C'est ce que révèle l'étude «*Mobilité sociale intergénérationnelle: une affaire de famille?*». La «mobilité sociale», qui se mesure notamment à l'aide des niveaux de formation et de revenus, montre dans quelle mesure un individu a progressé ou régressé sur l'échelle sociale comparé au statut obtenu par ses parents. Dans les pays nordiques ainsi qu'au Canada et en Australie, la relation entre le statut des parents et des enfants est moins prononcée, ce qui indique une mobilité sociale plus élevée.

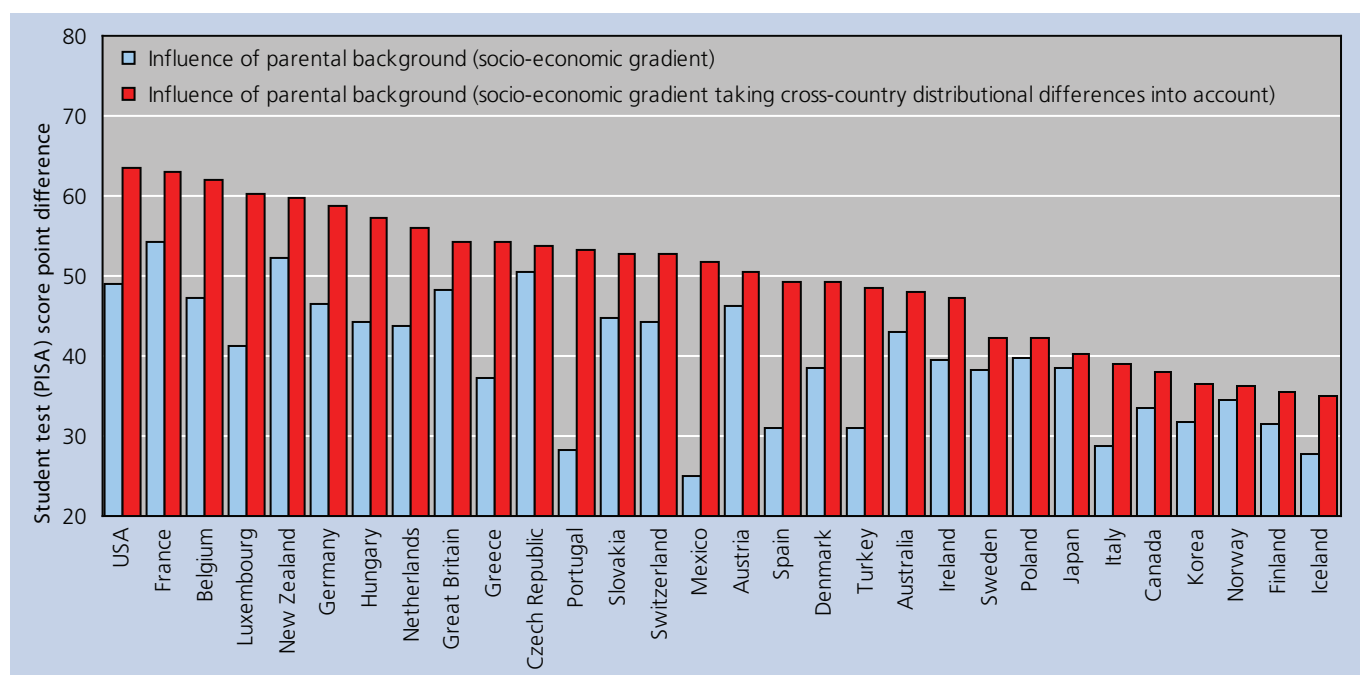
Le niveau de formation des parents en particulier influe sur les perspectives d'avenir des enfants. Les résultats PISA aux USA, en France, en Belgique et au Luxembourg affichent une forte corrélation avec le contexte familial, alors qu'au Canada, en Corée et dans les pays nordiques la corrélation est moins forte. La tendance est encore plus marquée si l'on prend en compte les inégalités sociales du pays, comme le montre l'exemple du Mexique (voir graphique).

Une faible mobilité sociale ne constitue pas seulement un problème social. Elle a également des effets économiques en empêchant que le potentiel du capital humain ne soit pleinement utilisé. Par ailleurs, elle indique un manque d'égalité des chances, ce qui peut se traduire par une productivité plus faible et finalement par une prospérité nationale moindre.

Les politiques publiques peuvent promouvoir la mobilité sociale intergénérationnelle de plusieurs manières. La politique d'éducation peut favoriser la mixité sociale dans les classes, une plus grande qualité d'enseignement pour les très jeunes enfants et une orientation des élèves tardive. Une politique de promotion ciblée comprenant des prêts étudiants et des bourses permet d'améliorer la mobilité dans le domaine tertiaire. Enfin, des politiques fiscales et sociales redistributives (système fiscal progressif et transferts sociaux) peuvent augmenter la mobilité des revenus si elles créent les incitations adéquates.

>Table des matières

It's all in the Family



03. Un essor irrésistible «Etude économique de la Chine 2010»

Le Chine résiste à la crise mondiale, la Chine devient le moteur économique mondial, pourtant la Chine doit encore faire face à de nombreux défis internes. C'est en résumé ce que soutient l'étude économique de l'OCDE, la seconde édition après un premier examen en 2005.

Malgré la crise, l'économie chinoise continue son expansion, surtout sous l'effet du développement du secteur privé. En 2009, la Chine a pris la place de l'Allemagne en tant que premier pays exportateur mondial et a ainsi consolidé sa position de grande puissance économique. La croissance se poursuivra, principalement grâce à l'investissement et à une réduction des activités agricoles à faible productivité. Les marchés de produits chinois deviennent de plus en plus compétitifs. Par ailleurs, les forces du marché sont généralement aujourd'hui les principaux déterminants de la formation des prix, même si les interventions publiques restent généralisées et se situent à peu près au même niveau qu'en Russie (voir graphique).

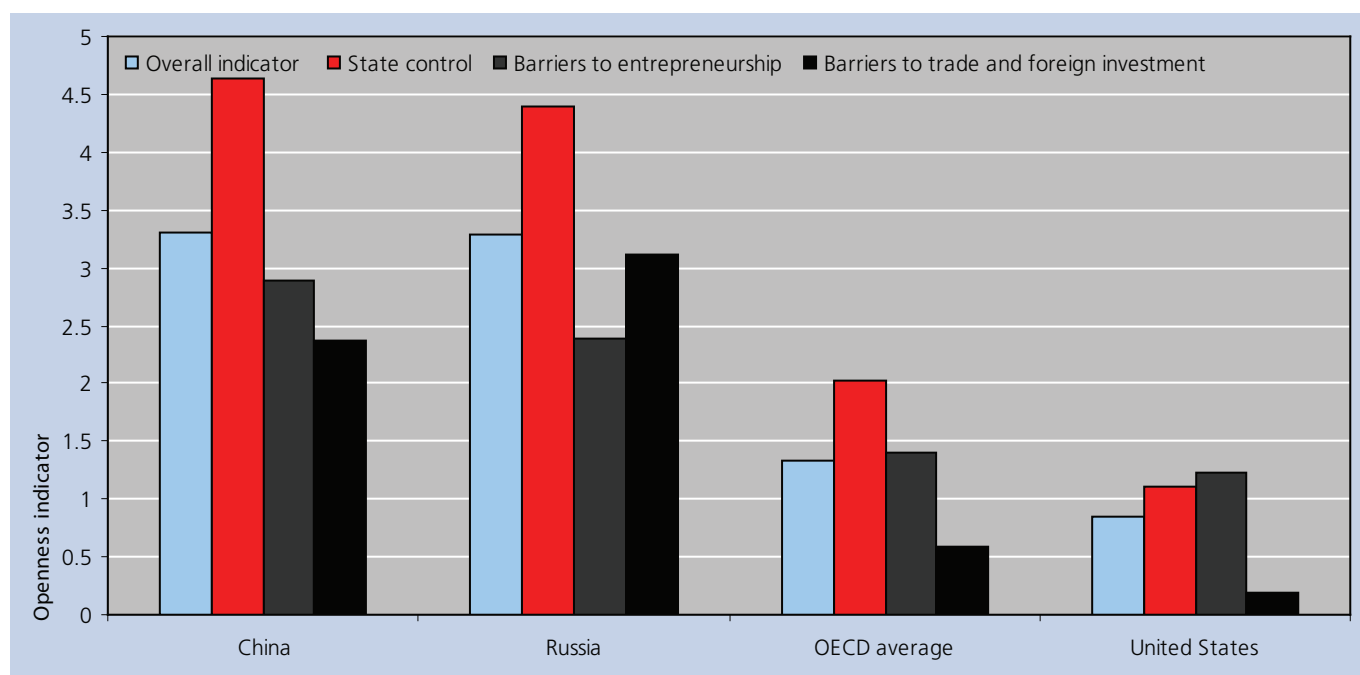
L'étude propose de réduire les goulets d'étranglement administratifs, d'impliquer davantage le secteur privé

dans les industries de réseau et de diminuer les obstacles à l'investissement direct étranger dans les services.

Eu égard aux bouleversements économiques, aux différences de revenus entre populations urbaines et rurales et à la migration interne massive, assurer un degré suffisant de cohésion sociale et de stabilité reste l'un des principaux objectifs de la politique publique en Chine. Le taux d'urbanisation, proche de 50%, continue de progresser. De nombreuses réformes ambitieuses ont été lancées. La couverture du filet de sécurité sociale s'est élargie, mais beaucoup moins pour les migrants non déclarés, qui représentent plus de 40 % de l'emploi total dans les zones urbaines. L'unification des dispositifs de protection sociale faciliterait beaucoup la mobilité de la main-d'oeuvre. Un plan de développement de l'ouest du pays, peu peuplé et sous-développé, a été lancé mais l'inégalité géographique demeure très importante en comparaison internationale.

> Table des matières

Chinese Rollback



04. Une augmentation promise

«Les performances inégales de l'aide au développement pour 2010»

Les contributions des bailleurs de fonds de la coopération au développement atteignent un nouveau record en 2010 avec un total de 107,4 mrd. USD. Les 22 pays donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE restent néanmoins en deçà des promesses faites il y a cinq ans dans le cadre du sommet de l'ONU (Millennium+5) et du sommet du G8 de Gleneagles (voir graphique). Les pays bailleurs s'étaient alors engagés à augmenter leur aide publique au développement (APD) de 50 mrd. USD par rapport à 2004. L'aide pour l'Afrique sub-saharienne en particulier devait doubler en passant de 25 à 50 mrd. USD. De plus, les pays de l'Union européenne avaient décidé d'augmenter leur APD à 0,51% de leur revenu national brut (*Gross National Income, GNI*) au moins. La différence totale entre contributions effectives et objectif visé s'élève aujourd'hui à 21 mrd. USD. Près de 4 mrd. USD font défaut en raison de la crise économique.

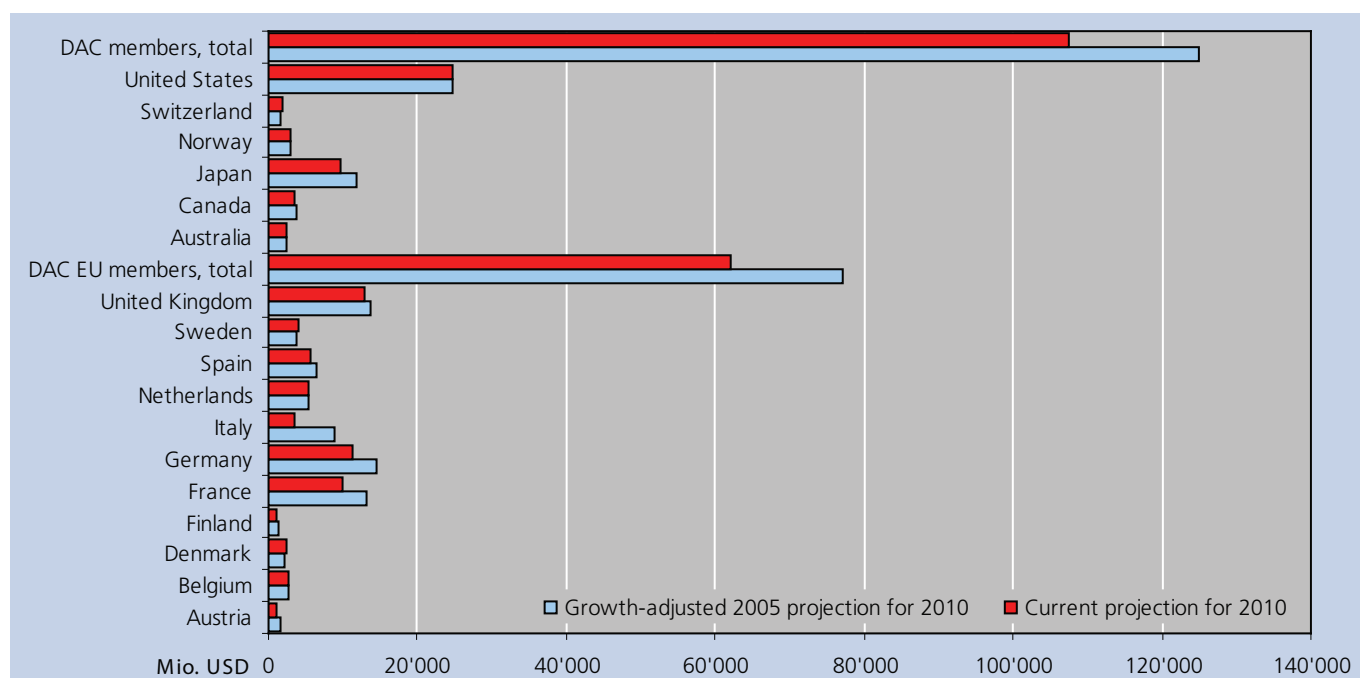
La Suède (1.03%), le Luxembourg (1%), le Danemark (0.83%), les Pays-Bas (0.8%), la Belgique (0.7%), le Royaume-Uni (0.56%), la Finlande (0.55%), l'Irlande

(0.52%) et l'Espagne (0.51%) ont respecté leurs engagements. La France (0.46%), l'Allemagne (0.4%), l'Autriche (0.37%), le Portugal (0.34%), la Grèce (0.21%) et l'Italie (0.2%), c'est-à-dire des pays de l'OCDE qui sont eux-mêmes confrontés à un endettement considérable, affichent des contributions parfois loin en deçà de l'objectif. En termes absolus, les USA restent le plus grand donateur, mais en termes relatifs à la taille de l'économie, les USA et le Japon sont en dernière position. Comme l'APD se mesure en pourcentage du produit économique et que ce dernier s'est contracté dans plusieurs pays donateurs, la crise a permis à plusieurs pays d'afficher de meilleurs scores sans qu'ils aient augmenté leur aide en termes nominaux.

La Suisse est en bonne voie pour augmenter son APD de 1.5 mrd. USD en 2004 à 1.8 mrd. USD en 2010 et pour élever la part du revenu national brut dédiée à l'APD de 0.4% à 0.47%.

> Table des matières

Broken Promises



05. Une entrée réussie «Etude économique du Chili 2010»

Le 11 janvier 2010, la signature de l'accord d'adhésion à Santiago a scellé l'adhésion du Chili à l'OCDE. Le pays en développement qu'est le Chili doit cette étape importante à l'extraordinaire volonté politique du gouvernement de la présidente Michelle Bachelet qui a repris la politique économique de libéralisation et d'ouverture des marchés du gouvernement précédent et qui a assumé des réformes impopulaires mais nécessaires. Depuis le début du processus d'adhésion en 2007, le Chili a dû édicter ou modifier des lois en particulier dans trois domaines pour remplir les critères de l'OCDE et devenir le 31^{ème} membre à part entière de l'organisation. Le Chili a assoupli son secret bancaire pour se conformer au standard de l'OCDE en matière d'échange d'informations à des fins fiscales, des membres du gouvernement ont dû abandonner leur mandat au sein du conseil d'administration de l'entreprise nationale de cuivre CODELCO et la responsabilité des personnes morales en matière de corruption d'agents publics étrangers a été ancrée dans la législation. Par ailleurs, un ministère de l'environnement a été créé dans le cadre du processus d'adhésion pour répondre aux nombreuses obligations dans ce domaine.

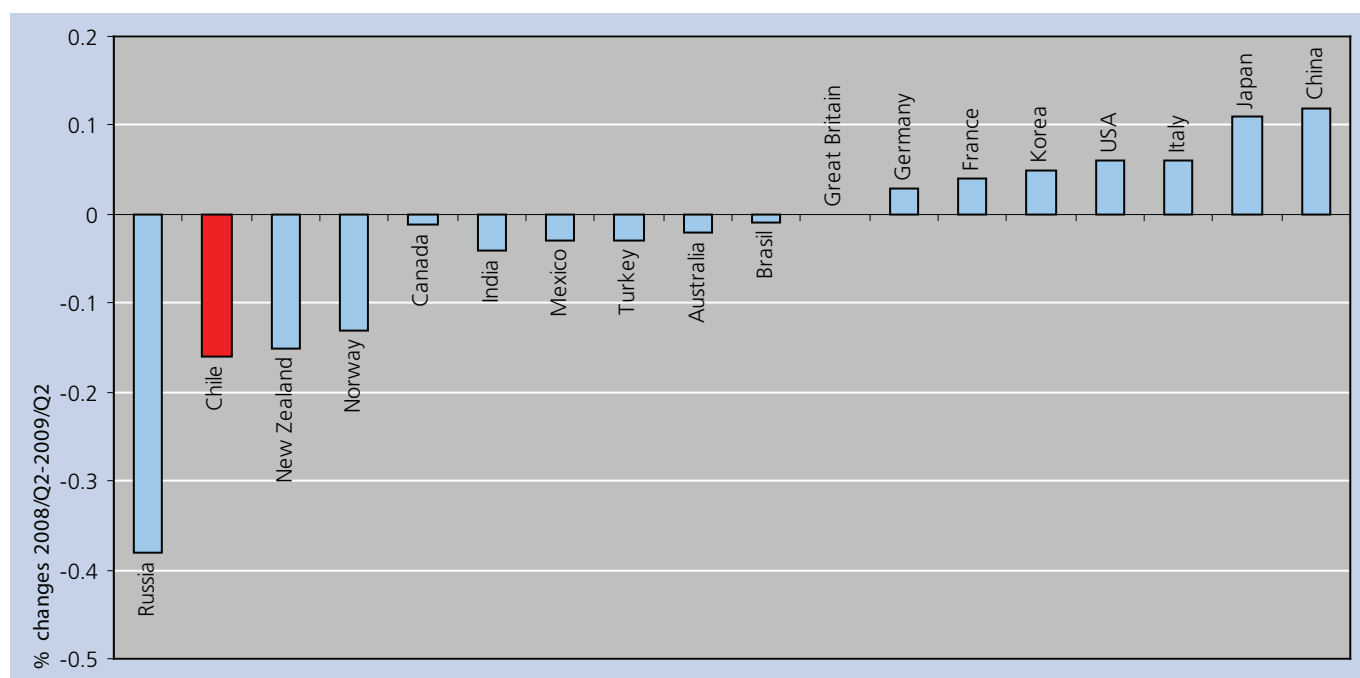
En rapport avec l'adhésion, l'OCDE a publié une *étude économique* qui atteste le progrès rapide du Chili et félicite le pays pour sa maîtrise de la crise. Grâce à des politiques budgétaire et monétaire très disciplinées et par-

fois politiquement difficiles pendant les années de boom économique, le Chili a bien résisté à la crise et a pu utiliser les réserves financières accumulées pour introduire des mesures anti-cycliques. Le pays a surtout été touché par l'effondrement des échanges et du prix du cuivre qui a conduit à une détérioration des termes d'échange (voir graphique). Entre le début de la crise et début 2009, le prix du cuivre a chuté de moitié. Mais avec la reprise des échanges et la hausse du cours du cuivre, l'économie chilienne a réussi à présenter des chiffres de croissance positifs dès le second semestre 2009.

Malgré une réduction de la pauvreté ces dernières années, le PIB par tête ppa (à parité de pouvoir d'achat) du Chili ne s'élève qu'à 44% de la moyenne OCDE. Comparé aux autres pays de l'OCDE, les inégalités sociales sont encore très marquées. L'étude économique propose d'utiliser le système d'éducation pour lutter contre la pauvreté. Le gouvernement facilite déjà l'accès aux universités pour les étudiants disposant d'un faible revenu et subventionne fortement les écoles publiques. Les résultats PISA sont néanmoins faibles et montrent une forte corrélation entre l'origine socio-économique et les résultats scolaires. Enfin, les enseignants devraient obtenir une meilleure formation, des perspectives d'avancement et un salaire plus élevé.

> Table des matières

Uncertain Terms of Trade



06. Une reconversion innovante

«Science, technologie et industrie: Tableau de bord de l'OCDE 2009»

L'innovation est une des sources les plus importantes pour la productivité d'une économie avec un effet direct sur la création d'emplois et la prospérité d'une société. L'innovation peut ainsi contribuer à maîtriser les coûts de la crise actuelle, les coûts de santé et les coûts environnementaux. Le tableau de bord de l'OCDE sur la science, la technologie et l'industrie donne de précieuses informations sur le positionnement de la Suisse dans le contexte international.

Dans les domaines porteurs d'avenir que sont les technologies de l'environnement, la biotechnologie et la nanotechnologie ainsi que dans le domaine de la télécommunication, la Suisse a réussi à créer de nouveaux domaines de croissance. Elle y est moins bien parvenue dans le secteur de la santé. Pourtant, un problème récurrent plane au-dessus de ces débuts prometteurs. La Suisse compte parmi les leaders dans les domaines mentionnés en ce qui concerne les publications scientifiques mais elle présente des résultats très moyens pour la déposition de brevets. Ce pourrait être un indice pour un défaut de transfert des connaissances des universités et hautes écoles spécialisées vers les marchés.

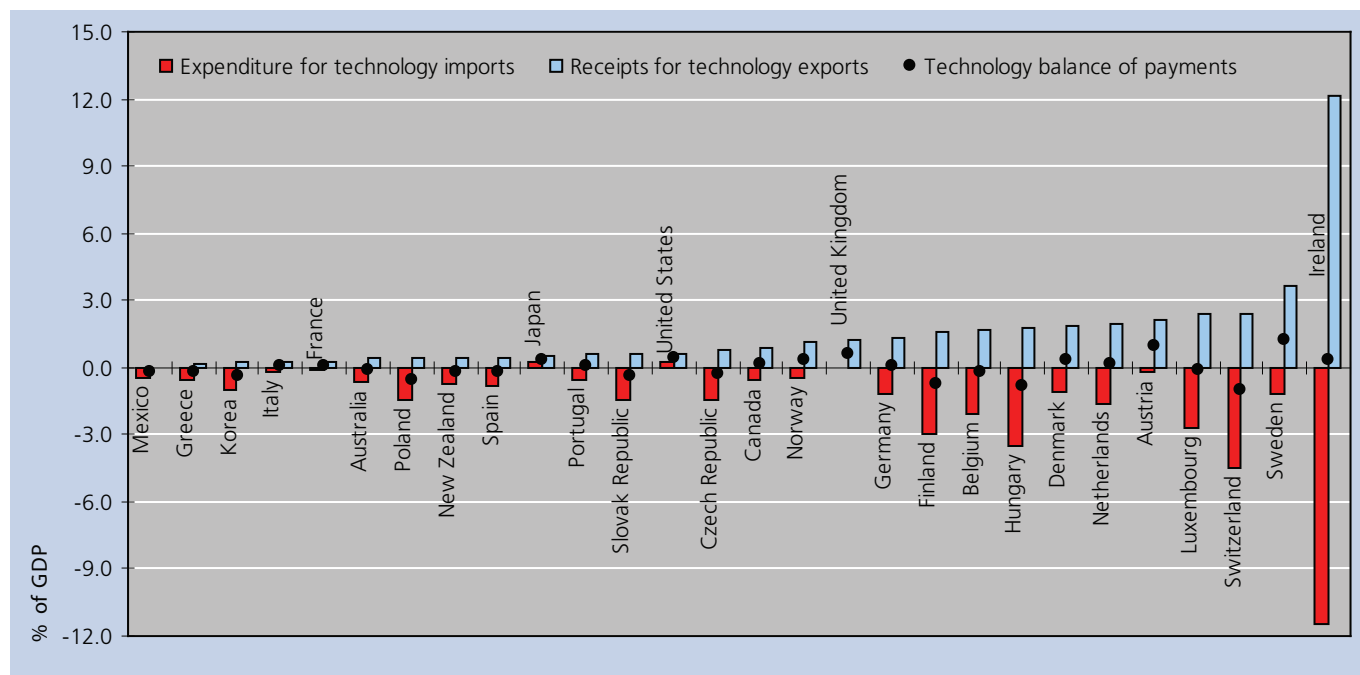
Les dépenses de recherche et développement (R&D) de la Suisse, l'indicateur le plus général pour les efforts d'un pays en matière d'innovation, se situent en général

dans la moyenne OCDE. Contrairement à d'autres pays de l'OCDE, en Suisse c'est le secteur privé qui assume la majorité des dépenses en R&D. En temps de crise, les entreprises, contrairement à l'Etat, suppriment ces budgets en premier. Il est donc probable que les dépenses en R&D ont aussi diminué en Suisse suite à la crise. Malgré ce fait, la Suisse est bien intégrée dans la recherche internationale, ce qui se mesure notamment à l'aide du nombre de co-inventeurs étrangers ayant participé à l'élaboration de brevets suisses. L'échange scientifique et la collaboration Suisse-USA est beaucoup plus prononcée que la collaboration Union européenne-USA.

La balance extérieure montre également une forte intégration et une forte compétitivité de la Suisse dans le domaine de l'innovation. Ainsi, les exports high-tech représentent 7% de la balance commerciale, le chiffre le plus élevé en comparaison OCDE. Par rapport au PIB, la Suisse possède les revenus provenant de l'exportation de technologie les plus élevés après l'Irlande et la Suède (licences, brevets, etc). Toutefois, ses importations de technologie sont encore plus élevées (voir graphique), ce qui dénote de manière générale un secteur de l'innovation très dynamique.

> Table des matières

Technology Traders



07. Autres publications

«Innovation and Growth: Chasing a Moving Frontier»

Paris, décembre 2009

«Etude économique d'Israël 2009»

Paris, 19 janvier 2010

«Etude économique de la Hongrie 2010»

Paris, 11 février 2010

«ICTs for Development – Improving Policy Coherence»

Paris, 12 février 2010

«OECD Tourism and Trends 2010»

Paris, 15 février 2010

08. Calendrier OCDE

Conférence internationale sur l'accès au nucléaire civil

Organisée par le gouvernement français avec l'OCDE, l'AEN et l'AIEA

Paris, 8-9 mars 2010

Gender Equality and Progress in Societies

Organisé par l'UNESCO et le Centre de développement de l'OCDE

Paris, 12 mars 2010

China Development Forum

Participation du Secrétaire général A. Gurria

Pékin, 20-22 mars 2010

G20 Labour Ministerial Meeting

Participation du Secrétaire général A. Gurria

Washington DC, 20-21 avril 2010

Forum mondial de l'OCDE sur l'environnement

Paris, 21-23 avril 2010

Spring Meetings IMF/World Bank Group

Washington, 24-25 avril 2010